

COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 3 août 2022

« Paquet pouvoir d'achat » Quand le Gouvernement préfère détricoter le droit du travail plutôt que de taxer les superprofits

Les sénatrices et sénateurs du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain (SER) s'opposent à un budget rectificatif problématique sur les aspects fiscaux, sociaux et démocratiques. Plus largement, ils déplorent que le « paquet pouvoir d'achat » proposé par le Gouvernement détricote méticuleusement le droit du travail, refuse la mise en place d'une taxe sur les surprofits, sans apporter d'avancées suffisantes pour le portefeuille des Français.

Attisée par le contexte international et la crise inflationniste, la baisse du pouvoir d'achat est une préoccupation majeure chez les Français. Avec le projet de loi sur le pouvoir d'achat et le projet de loi de finances rectificative (PLFR), le Gouvernement n'apporte qu'une réponse timide aux inquiétudes croissantes des Français. Pire, pour trouver une majorité, le Gouvernement s'est allié avec les Républicains pour :

- Détricoter le droit du travail :

« Prime Macron », monétisation des RTT, etc. : plutôt que de s'attaquer à la question cruciale de l'augmentation des salaires en France, le Gouvernement et la droite persistent à fragiliser les droits des salariés, mais aussi le financement de notre système de protection sociale. La remise en cause des 35 heures démontre une grave méconnaissance du marché du travail, quelques semaines avant l'ouverture de discussions avec les partenaires sociaux.

- Ne pas faire contribuer les plus aisés :

Le refus des droites gouvernementale et sénatoriale de procéder à un rééquilibrage fiscal malgré la situation économique et sociale de notre pays est inacceptable : en attestent le refus de la mise en place d'un ISF climatique ou d'une contribution sur les hauts revenus mais surtout le rejet catégorique d'une taxation sur les surprofits des multinationales de l'énergie et des transports. Le groupe SER a proposé plusieurs versions de ce dispositif, mais rien n'y a fait : la droite reste la droite et s'accommode très bien de l'injustice fiscale mise en place avec méthode ces cinq dernières années au détriment des finances publiques.

- Fragiliser l'audiovisuel public :

La suppression de la redevance télévisuelle, sans alternative juste, crédible et pérenne, remet en cause l'indépendance de l'audiovisuel public et interroge quant à la qualité du débat public dans notre pays.

A cela s'ajoute l'absence d'une quelconque ambition sociale et écologique en matière de crédits budgétaires. Le déficit public file, mais sans infléchissement de la politique libérale du Gouvernement.

Il faut néanmoins noter les avancées obtenues, avec le soutien de notre groupe, pour le financement des collectivités territoriales. En s'appuyant sur l'accord obtenu à l'initiative des socialistes à l'Assemblée nationale, le Sénat a voté des mesures de financement plus larges afin de répondre aux besoins financiers des communes. C'est le seul point positif important issu de la discussion du PLFR au Sénat.

Chef de file sur le PLFR :



Rémi Féraud
Sénateur de Paris